

## **POLITIQUE ACTUALISEE DU FEM SUR LES NORMES DE SAUVEGARDE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE : PROJET POUR AVIS**

Le document ci-après présente un projet de politique actualisée du FEM sur les normes de sauvegarde environnementale et sociale (annexe I). Les parties prenantes à cette politique sont invitées à faire connaître leur avis d'ici le 12 octobre 2018 en s'adressant à M. Roland Sundstrom ([ksundstrom@thegef.org](mailto:ksundstrom@thegef.org)), Mme Minna Kononen ([mkononen@thegef.org](mailto:mkononen@thegef.org)) ou Mme Seo-Jeong Yoon ([syoon@thegef.org](mailto:syoon@thegef.org)).

### *Contexte et historique des décisions*

- Mai 2011 : Le Conseil approuve une *Politique provisoire sur les normes de sauvegarde environnementale et sociale*<sup>1</sup>, en liaison avec sa décision de mener un projet pilote sur l'élargissement du réseau du FEM<sup>2 3</sup>.
- Novembre 2011 : La politique actuellement applicable aux normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale utilisées par les Agences du FEM est approuvée en tenant compte des éléments supplémentaires apportés par les membres du Conseil<sup>4</sup>.
- Juin 2015 : Le Conseil note que les 10 Agences du FEM<sup>5</sup> sont parvenues à respecter les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale appliquées par le FEM. À

---

<sup>1</sup> GEF/C.40/10/Rev.1 ([https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/C.40.10.Rev1\\_Safeguards\\_Policy\\_French\\_Translation.final\\_1.pdf](https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/C.40.10.Rev1_Safeguards_Policy_French_Translation.final_1.pdf))

<sup>2</sup> GEF/C.40/09, Élargissement du réseau du FEM en application du paragraphe 28 de l'Instrument ([https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/C.40.09\\_Broadening\\_the\\_GEF\\_Partnership.04\\_26\\_11\\_FR\\_0\\_1.pdf](https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/C.40.09_Broadening_the_GEF_Partnership.04_26_11_FR_0_1.pdf))

<sup>3</sup> Compte rendu conjoint des présidents, Quarantième réunion du Conseil du FEM, 24-26 mai 2011

<sup>4</sup> Compte rendu conjoint des présidents, Quarante-et-unième réunion du Conseil du FEM, 8-10 novembre 2011 ([http://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/Joint\\_Summaries\\_11.10.11\\_0\\_4.pdf](http://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/Joint_Summaries_11.10.11_0_4.pdf))

<sup>5</sup> Le terme « Entité d'exécution du FEM », puis « Agence du FEM », renvoyait à l'époque aux 10 institutions autorisées depuis le 10 novembre 2010 à recevoir directement les ressources du Fonds fiduciaire du FEM. Il s'agissait a) des trois Agences de mise en œuvre suivantes, visées par l'Instrument : le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et la Banque mondiale ; et b) des sept Agences d'exécution qui avait reçu l'autorisation d'accéder aux ressources du FEM en application du paragraphe 28 de l'Instrument, à savoir : la Banque africaine de développement (BAfD), la Banque

cette date, le projet pilote d'élargissement du réseau du FEM avait également été mené à bien, et il avait été constaté que les huit nouvelles Agences de projet<sup>6</sup> se conformaient aux normes minimales applicables.

- Mai 2017 : Le Bureau de l'évaluation indépendant du FEM présente son examen de la politique du FEM sur les normes minimales de sauvegarde environnementale et sociale appliquées par ses Agences<sup>7</sup>. Le Conseil agréé les recommandations présentées dans l'examen, notamment la nécessité de réexaminer et peut-être d'actualiser en conséquence la politique du FEM sur les normes de sauvegarde environnementale et sociale, la nécessité de suivre l'application de ces normes et de rendre compte de ce suivi, et la nécessité d'appuyer le développement des capacités, les réunions d'experts et la communication dans ce domaine.
- Novembre 2017 : Ayant examiné le document GEF/C.53/07 qui présente un plan de révision des normes de sauvegarde environnementale et sociale appliquées par le FEM<sup>8</sup>, le Conseil se réjouit de ce plan et charge le Secrétariat de soumettre à son examen une politique actualisée sur les normes environnementales et sociales à sa cinquante-cinquième réunion, en décembre 2018<sup>9</sup>.
- Lors de la même réunion, le Bureau de l'évaluation indépendant présente son examen de la participation des populations autochtones aux projets du FEM<sup>10</sup>, recommandant que le FEM actualise ses politiques et directives pertinentes pour qu'elles se conforment à des pratiques optimales en ce qui concerne ces populations.
- Février 2018 : Le Secrétariat invite les membres du Conseil, leurs suppléants et leurs conseillers, les points focaux dans les pays bénéficiaires, et les représentants des Agences, des Secrétariats des Conventions, de la société civile, et du Groupe consultatif des populations autochtones à se joindre à un groupe de travail multipartite sur les

---

asiatique de développement (BASD), la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Banque interaméricaine de développement (BID), le Fonds international pour le développement agricole (FIDA) et l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI).

<sup>6</sup> Il s'agit des organisations suivantes : Conservation International (CI), Banque latino-américaine de développement (CAF), Banque de développement de l'Afrique australe (DBSA), Bureau de la coopération économique extérieure, Ministère chinois de la Protection de l'environnement (FECO), Fonds brésilien pour la biodiversité (FUNBIO), Union mondiale pour la nature (IUCN), Banque ouest-africaine de développement (BOAD), et Fonds mondial pour la nature (WWF-US).

<sup>7</sup> GEF/ME/C.52/Inf.08 ([http://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/EN\\_GEF.ME\\_C.52\\_Inf.08\\_Safeguard\\_May\\_2017.pdf](http://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/EN_GEF.ME_C.52_Inf.08_Safeguard_May_2017.pdf))

<sup>8</sup> ([http://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/EN\\_GEF.C.53.07\\_Safeguards\\_1.pdf](http://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/EN_GEF.C.53.07_Safeguards_1.pdf))

<sup>9</sup> Compte rendu conjoint des présidents, Cinquante-troisième réunion du Conseil du FEM, 28-30 novembre 2017 ([http://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/EN\\_GEF.C.53\\_Joint\\_Summary\\_of\\_the\\_Chairs.pdf](http://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/EN_GEF.C.53_Joint_Summary_of_the_Chairs.pdf))

<sup>10</sup> GEF/ME/C.53/Inf.07 ([http://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/EN\\_GEF.ME\\_C.53\\_Inf.07\\_GEF\\_Eng\\_Indigenous\\_People\\_Nov\\_2017\\_1.pdf](http://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/EN_GEF.ME_C.53_Inf.07_GEF_Eng_Indigenous_People_Nov_2017_1.pdf))

normes environnementales et sociales. Au 31 août 2018, 48 intervenants avaient rejoint ce groupe.

- Mars-avril 2018 : Le Secrétariat, de concert avec le groupe de travail et les Agences, poursuit l'analyse des lacunes possibles de la politique existante, et de l'évolution des politiques sur les normes environnementales et sociales chez les partenaires du FEM.
- Juin 2018 : Un avant-projet de politique actualisée est remis au groupe de travail et une réunion de consultation des acteurs intéressés se tient lors de la sixième Assemblée du FEM à Da Nang, au Viet Nam.
- Juillet-août 2018 : Le Secrétariat prépare une révision du projet de politique (annexe I), qui répond aux observations communiquées par les différents acteurs.

#### *Principales caractéristiques de la politique proposée*

- Le FEM continue de s'appuyer sur les politiques, procédures et mécanismes que ses 18 Agences appliquent en matière environnementale et sociale. Tout comme la politique actuelle, la politique actualisée envisagée définit les normes minimales que les Agences sont tenues d'appliquer.
- La politique actualisée envisagée définit plus précisément les normes minimales et en élargit le champ, dans le droit fil des pratiques en usage au niveau international. Les nouveaux domaines couverts par la politique envisagée sont notamment les suivants : emploi et conditions de travail ; santé, sûreté et sécurité des populations ; risques liés aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles ; inclusion des personnes handicapées ; individus ou groupes défavorisés ou vulnérables ; effets néfastes sur l'égalité des sexes, dont violence sexiste, et exploitation et atteintes sexuelles. La politique proposée renforce aussi les mécanismes de protection des droits des Peuples Autochtones.
- La politique proposée met en place de nouvelles règles sur les informations à fournir et les rapports à établir au sujet des risques et effets environnementaux et sociaux, ainsi que sur leur gestion, pendant tout le cycle des projets et programmes du FEM. Ces règles visent à accroître le volume d'information sur l'application des normes de sauvegarde dans tous les projets et programmes financés par le FEM.
- Le Secrétariat examine les projets pour vérifier l'existence, la clarté et l'exhaustivité des informations demandées aux différents stades du cycle des projets. Toutefois, comme c'est déjà le cas dans la politique actuelle, les Agences restent responsables de l'identification, de l'évaluation, de la gestion et du suivi systématiques des risques et effets environnementaux et sociaux.

### *Prochaines étapes*

- Décembre 2018 : La politique proposée, enrichie des éléments apportés par les différents acteurs, est présentée à l'examen du Conseil du FEM à sa cinquante-cinquième réunion.
- À partir de janvier 2019 : Si la politique est approuvée, les politiques, procédures, systèmes et capacités des Agences sont évalués pour juger de leur conformité avec les normes minimales.
- 1<sup>er</sup> juillet 2019 : Date d'entrée en vigueur de la politique proposée. Les Agences sont tenues d'appliquer les règles relatives aux informations à fournir sur les nouveaux projets et programmes soumis au financement du FEM. Le Secrétariat met en place des directives et des modèles à compléter pour permettre aux Agences de se conformer à ces règles.
- Novembre 2019 : Le Secrétariat rend compte au Conseil du respect des normes minimales par les Agences. Pour toute Agence n'appliquant pas encore l'ensemble des normes, un plan d'action, assorti de délais pour s'y conformer, est soumis à l'examen du Conseil.

## ANNEXE I : PROJET DE POLITIQUE SUR LES NORMES ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES

### Table des matières

Définitions .....	7
Introduction .....	14
Application .....	14
Règles imposées par la Politique .....	14
Normes minimales applicables aux politiques, procédures, systèmes et capacités des Agences .....	15
Informations à fournir et rapports à établir pour les projets et programmes financés par le FEM .....	15
Suivi du portefeuille et établissement de rapports .....	16
Commissaire au règlement des conflits du FEM .....	16
Examen de la présente Politique .....	17
Documents de référence .....	17
Politiques du FEM .....	17
Directives .....	17
Annexe I.A : Normes minimales applicables aux politiques, systèmes et capacités des Agences .....	18
Norme minimale n°1 : Évaluation, gestion et suivi environnemental et social .....	18
Norme minimale n° 2 : Éthique de responsabilité, gestion des plaintes et règlement des conflits.....	21
Norme minimale n° 3 : Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles biologiques.....	23
Norme minimale n° 4 : Restrictions à l'Utilisation des Terres et Réinstallation Involontaire .....	24
Norme minimale n° 5 : Peuples Autochtones.....	27
Norme minimale n° 6 : Patrimoine culturel.....	29
Norme minimale n° 7 : Utilisation rationnelle des ressources et prévention de la pollution .....	30
Norme minimale n° 8 : Emploi et conditions de travail.....	32
Norme minimale n° 9 : Santé, sûreté et sécurité des populations.....	34

DRAFT FOR CONSULTATION

## Définitions

**Acquisition de Terres** : Toutes méthodes d'obtention des terres aux fins d'un projet ou programme, qui peuvent inclure l'achat ferme, l'expropriation et l'acquisition de droits d'accès, comme des servitudes ou des droits de passage, et qui comprennent notamment, mais pas exclusivement : a) l'acquisition de terres inoccupées ou inutilisées, que le propriétaire foncier tire ou non ses revenus ou sa subsistance de ces terres ; b) la saisie de terres domaniales utilisées ou occupées par des individus ou des ménages ; et c) la submersion des terres ou l'impossibilité d'utiliser les terres ou d'y accéder par suite du projet. « La terre » comprend tout ce qui pousse ou est fixé en permanence au sol comme les cultures, les bâtiments et d'autres aménagements ainsi que les plans d'eau qui s'y trouvent.

**Activité Habilitante** : Projet conçu pour la préparation d'un plan, d'une stratégie ou d'un rapport en vue de satisfaire à des engagements au titre d'une Convention.

**Agence Partenaire du FEM** : Agence pouvant solliciter et recevoir directement des ressources du FEM pour la conception, la mise en œuvre et la supervision de projets et programmes du FEM.

**Agrément du DG** : Agrément par le/la DG du FEM d'un projet de grande envergure prêt à être exécuté.

**Approbation du DG** : Approbation par le/la DG du FEM d'un projet de moyenne envergure ou d'une activité habitante prêt(e) à être exécuté(e).

**Aucune Perte Nette** : Niveau des pertes de biodiversité associées aux projets ou programmes qui sont compensées par les gains issus de mesures prises pour éviter et minimiser ces impacts, procéder à une restauration in situ de la biodiversité et compenser les impacts résiduels importants, le cas échéant, sur une échelle géographique appropriée.

**Auteur d'une Plainte** : Individu ou groupe s'estimant lésé par un projet, programme ou autre aspect important des opérations du FEM, et soumettant une réclamation sur cette question à un mécanisme d'éthique de responsabilité, de gestion des plaintes ou des conflits, ou au commissaire au règlement des conflits.

**Barrage Complexe** : Barrage susceptible de présenter des risques pour la sécurité, comme un dispositif exceptionnellement large de maîtrise des inondations, un emplacement dans une zone de forte sismicité, des fondations complexes et difficiles à préparer, la rétention de matières toxiques ou le potentiel de répercussions substantielles en aval.

**Biodiversité** : Variabilité des organismes vivants de toute origine, notamment la diversité au sein des espèces et entre celles-ci ainsi que celle des écosystèmes, ce qui comprend, entre autres, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques, et les complexes écologiques dont ils font partie.

**Conseil** : Les 32 membres qui constituent le Conseil du FEM dans les conditions prévues par l'Instrument.

**Consentement Préalable donné Librement et en Connaissance de Cause (CPLCC)** : Soutien collectif apporté par les Peuples Autochtones aux activités d'un projet ou programme qui les touchent, au moyen d'un processus de Consultations Approfondies mené de façon adaptée à leur culture et s'appuyant sur les documents voulus qui décrivent le processus mutuellement accepté de négociations conduites de bonne foi et l'issue de ces négociations, y compris les opinions divergentes. Il n'existe pas de définition universellement acceptée du CPLCC. Ce consentement ne requiert pas nécessairement l'unanimité et peut-être établi quand bien même certains individus ou groupes appartenant à la communauté manifestent expressément leur désaccord.

**Consultations approfondies** : Processus à double sens qui :

- a. commence tôt dans la planification du projet ou programme pour recueillir les premiers avis sur le projet ou programme proposé et en guider la conception ;
- b. encourage les retours d'information de la part des Parties Prenantes surtout pour éclairer la conception du projet ou programme et guider leur participation à la détermination et à l'atténuation des Risques et Effets Environnementaux et Sociaux ;
- c. se poursuit régulièrement à mesure que les Risques et Effets Environnementaux et Sociaux surviennent ;
- d. s'appuie sur la communication préalable et la diffusion d'informations pertinentes, transparentes, objectives, significatives et facilement accessibles, dans des délais qui permettent de consulter les Parties Prenantes, dans une ou plusieurs langues locales, sous une forme adaptée à leur culture et facile à comprendre pour celles-ci ;
- e. prend en compte les observations des Parties Prenantes et y apporte des réponses ;
- f. favorise la mobilisation active et inclusive des parties touchées par le projet ;
- g. est exempt de toute manipulation, interférence, coercition, discrimination et intimidation ; et
- h. est consigné par écrit et rendu public.

**Découverte fortuite** : Découverte, pendant l'identification, la conception ou la mise en œuvre d'un projet ou programme, d'un patrimoine culturel inconnu auparavant.

**Déplacement Économique** : Perte de terres, d'actifs ou d'accès à des terres ou à des actifs, qui donne notamment lieu à une perte de sources de revenus ou de moyens de subsistance.

**Déplacement Physique** : Déménagement, perte de terrain résidentiel ou perte de logement.

**Descriptif de Programme-Cadre** : Document exposant le concept d'un programme proposé au financement du FEM.



**Domaine d'Intervention** : Domaine dans lequel le FEM fournit un financement pour avoir des effets positifs sur l'environnement mondial, dans les conditions prévues par l'Instrument.

**Effet Environnemental et Social** : Tout changement potentiel ou réel touchant l'environnement physique, naturel ou culturel, et ses effets connexes sur la communauté avoisinante et les travailleurs par suite du projet ou programme à financer, dont les effets directs, indirects, cumulés et transfrontaliers et les impacts des Installations Associées, et y compris les effets néfastes aussi bien que bénéfiques.

**Égalité des Sexes** : Égalité des droits, des responsabilités et des chances des femmes et des hommes et des filles et des garçons.

**Exploitation de Ressources Naturelles Biologiques** : Activités productives qui incluent l'extraction de ces ressources, telles que les poissons et tous les autres types d'organismes aquatiques et terrestres, ainsi que le bois d'œuvre, qui sont prélevées dans des écosystèmes et Habitats naturels et modifiés.

**Exploitation et Atteintes Sexuelles** : Tout abus ou tentative d'abus de position de vulnérabilité, de pouvoir différentiel, ou de confiance à des fins sexuelles, y compris mais sans s'y limiter, le fait de profiter financièrement, socialement ou politiquement de l'exploitation sexuelle d'une autre personne et, plus précisément, dans le cas d'Atteintes Sexuelles, l'intrusion physique effective ou la menace d'intrusion physique de nature sexuelle, par la force, sous la contrainte ou dans des conditions inégalitaires.

**Fiche d'Identité de Projet** : Document exposant le concept d'un Projet de Grande Envergure ou d'un Projet de Moyenne Envergure soumis pour financement du FEM.

**Gain Net** : Résultats supplémentaires en matière de conservation qui peuvent être obtenus pour les valeurs de Biodiversité pour lesquelles l'Habitat Naturel ou Critique a été désigné comme tel.

**Gestion Intégrée des Nuisibles** : Ensemble de méthodes de lutte antiparasitaires gérées par les agriculteurs et fondées sur des principes écologiques, qui visent à réduire la dépendance aux pesticides chimiques de synthèse et qui consistent à i) contenir les nuisibles au lieu de chercher à les éradiquer, ii) appliquer parallèlement différentes méthodes pour maintenir les populations de nuisibles à un faible niveau, et iii) sélectionner et appliquer des pesticides, lorsqu'ils doivent être utilisés, de façon à en réduire les impacts négatifs sur les organismes utiles, les humains et l'environnement.

**Gestion Intégrée des Vecteurs et des Hôtes Intermédiaires** : Processus rationnel de prise de décision en vue d'une utilisation optimale des moyens de lutte contre les vecteurs et les hôtes intermédiaires, qui visent à améliorer l'efficacité, la rentabilité, la viabilité écologique et la durabilité de la lutte contre les maladies, et la gestion des vecteurs et des hôtes intermédiaires.

**Grand Barrage** : Barrage d'une hauteur supérieure à 15 mètres, mesurée des fondations les plus basses à la crête, ou barrage dont la hauteur est comprise entre 5 et 15 mètres et qui retient plus de 3 millions de mètres cubes d'eau.

**Groupes ou Individus Désavantagés ou Vulnérables** : Individus ou groupes qui par nature (âge, genre, origine ethnique, religion, handicap physique, mental ou autre, statut social, état civil ou état de santé, orientation sexuelle, identité liée au genre, désavantages économiques ou statut autochtone et/ou dépendant de ressources naturelles uniques, par exemple) ont un risque accru d'être pénalisés par les impacts du projet ou programme et/ou plus limités que d'autres dans leur capacité à tirer parti des avantages dudit projet ou programme.

**Habitat** : Unité géographique, terrestre, dulcicole ou marine, ou voie aérienne, qui soutient des assemblages d'organismes vivants et leur interaction avec l'environnement non vivant.

**Habitat Critique** : Zone renfermant une biodiversité de grande valeur, notamment i) : des habitats d'une importance cruciale pour les espèces en danger ou en danger critique d'extinction, telles que répertoriées sur la Liste rouge des espèces menacées de l'Union pour la nature (UICN) ou en vertu d'approches nationales équivalentes, ii) des habitats d'une importance cruciale pour les espèces endémiques ou à répartition limitée, iii) des habitats abritant des concentrations d'espèces migratrices ou grégaires d'importance mondiale ou nationale, iv) des systèmes gravement menacés ou uniques, et v) des fonctions ou des caractéristiques écologiques nécessaires pour préserver la viabilité des valeurs de la biodiversité décrites ci-dessus aux alinéas i) à iv).

**Habitat Modifié** : Zone qui peut abriter une large proportion d'espèces végétales et/ou animales exotiques, et/ou dont l'activité humaine a considérablement modifié les fonctions écologiques primaires et la composition des espèces, y compris, par exemple, les aires aménagées pour l'agriculture, les plantations forestières ainsi que les zones côtières et humides mises en valeur.

**Habitat Naturel** : Zone composée d'assemblages viables d'espèces végétales et/ou animales qui sont en grande partie indigènes, et/ou dont l'activité humaine n'a pas essentiellement modifié les principales fonctions écologiques et la composition des espèces.

**Impact Cumulatif** : Impact cumulé d'un projet ou d'un programme lorsqu'il s'ajoute à l'effet produit par d'autres aménagements passés, présents et raisonnablement prévisibles ainsi qu'aux conséquences d'activités non planifiées, mais rendues possibles par le projet, lesquelles peuvent se dérouler plus tard ou dans un autre lieu.

**Impact Indirect** : Impact généré par un projet ou programme dans un espace spatial ou temporel plus éloigné que celui d'un impact direct, mais qui reste raisonnablement prévisible, y compris les externalités bien connues du type de projet ou programme en question, et comprenant notamment, mais pas exclusivement, les Effets Environnementaux et Sociaux

d'une intensification de la croissance économique, l'élargissement de l'accès aux habitats et les changements d'affectation des terres résultant d'un projet ou programme.

**Installation Associée** : Installation, ou annexe à une installation existante, financée par une tierce partie, associée directement et étroitement au projet ou programme, réalisée ou censée l'être durant la même période que le projet ou programme, nécessaire pour la viabilité financière et/ou opérationnelle du projet ou programme, et qui n'aurait pas été réalisée en l'absence du projet ou programme.

**Instrument** : Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial, entré en vigueur le 16 juillet 1994 et tel que modifié par la suite.

**Mobilisation des Parties Prenantes** : Processus comprenant l'identification et l'analyse des Parties Prenantes, la planification des modalités de mobilisation desdites Parties Prenantes, la diffusion de l'information, la consultation et la participation, le suivi, l'évaluation et l'apprentissage tout au long du cycle de projet, la gestion des plaintes, et le compte rendu régulier aux Parties Prenantes.

**Partie Prenante** : Individu ou groupe concerné par le résultat d'un projet ou programme financé par le FEM, ou susceptible d'en ressentir les effets, tel que les communautés locales, les Peuples Autochtones, les organisations de la société civile et les entités du secteur privé, composé de femmes, d'hommes, de filles et de garçons.

**Patrimoine Culturel** : Patrimoine culturel matériel et immatériel, dont objets physiques mobiliers ou immobiliers, sites, structures, éléments naturels et paysages importants sur le plan archéologique, paléontologique, historique, architectural, religieux, esthétique ou culturel ; et pratiques, représentations, expressions, savoirs et compétences — ainsi qu'instruments, objets, artefacts et espaces culturels associés — reconnus par les communautés et les groupes comme faisant partie de leur patrimoine culturel, et pouvant être transmis d'une génération à une autre et être recréés en permanence par celles-ci en fonction de la nature et de leur histoire commune.

**Peuples Autochtones** : Peuples appartenant à un groupe social et culturel distinct, et présentant les caractéristiques suivantes, à des degrés divers : i) Le sentiment d'appartenance à un groupe socioculturel autochtone distinct et la reconnaissance de cette identité par les autres ; ii) L'attachement collectif à des Habitats géographiquement distincts, des territoires ancestraux ou des zones exploitées ou occupées de manière saisonnière, ainsi qu'aux ressources naturelles qui se trouvent dans ces zones ; iii) Des institutions culturelles, économiques, sociales ou politiques coutumières distinctes ou séparées de celles de la société ou de la culture dominantes ; et iv) Une langue ou un dialecte distinct, souvent différent de la langue ou des langues officielles du pays ou de la région dans laquelle ils vivent. L'expression « à des degrés divers » illustre le fait que certaines caractéristiques peuvent être moins évidentes, ou ne sont plus évidentes, mais qu'elles ont été présentes et sont utiles pour identifier les Peuples Autochtones.

**Plan de Gestion Environnementale et Sociale** : Document définissant les Risques et Effets Environnementaux et Sociaux propres à un projet ou programme, et mesures visant à anticiper, éviter, prévenir, minimiser, atténuer, gérer, neutraliser ou compenser tout risque et effet néfaste de cette nature, et à renforcer les résultats environnementaux et sociaux.

**Pollution** : Polluants chimiques dangereux et non dangereux dans leur phase solide, liquide ou gazeuse ; et rejets thermiques dans l'eau, émissions de polluants atmosphériques à courte et longue durée de vie, odeurs nauséabondes, bruit, vibrations, radiations, énergie électromagnétique et création d'effets visuels potentiels, notamment lumière.

**Production de Ressources Naturelles Biologiques** : Cultures ou élevage comprenant notamment, mais pas exclusivement, les cultures annuelles et pérennes, l'élevage d'animaux (y compris de bétail), l'aquaculture et la foresterie de plantation.

**Programme de Travail** : Ensemble de Projets de Grande Envergure et/ou de Programmes-Cadres soumis à l'approbation du Conseil à l'une de ses réunions.

**Projet de Grande Envergure** : Projet pour lequel le financement du FEM dépasse 2 millions de dollars.

**Projet de Moyenne Envergure** : Projet pour lequel le financement du FEM ne dépasse pas 2 millions de dollars.

**Réinstallation Involontaire** : Réinstallation lorsque les personnes ou les communautés affectées n'ont pas le droit de refuser l'Acquisition de Terres ou les Restrictions à l'Utilisation des Terres qui sont à l'origine de leur déplacement physique ou économique.

**Restrictions à l'Utilisation des Terres** : Limitations ou interdictions d'utilisation de terrains agricoles, résidentiels, commerciaux ou d'autres terrains, qui sont directement imposées et mises en œuvre dans le cadre d'un projet ou programme, et qui comprennent notamment, mais pas exclusivement, les restrictions à l'accès à des aires protégées et des parcs établis par voie juridique, les restrictions à l'accès à d'autres ressources communes, les restrictions à l'utilisation des terres dans des zones de servitude d'utilité publique ou de sécurité.

**Risque Environnemental et Social** : Combinaison de la probabilité que surviennent certains dangers et de la gravité des effets que ceux-ci pourraient avoir.

**Secrétariat** : Secrétariat du FEM qui assure les services et relève de l'Assemblée et du Conseil du FEM dans les conditions prévues par l'Instrument.

**Travailleur** : Personne employée ou engagée directement par une entité qui exécute un projet ou programme pour effectuer des tâches qui sont directement liées audit projet ou

programme, ou par des tierces parties pour réaliser des travaux liés aux fonctions essentielles du projet ou programme, indépendamment de la localisation de ces travaux.

**Violence Sexiste** : Tout acte préjudiciable perpétré contre la volonté d'une personne et fondé sur les rôles différents des hommes et des femmes que leur attribue la société, y compris tout acte causant des dommages ou des souffrances physiques, psychologiques ou sexuelles, et la menace de tels actes, la contrainte et la privation arbitraire de liberté, que ce soit dans la vie publique ou dans la vie privée.

DRAFT FOR CONSULTATION

## Introduction

1. Le FEM a été créé dans le but de faciliter « la protection de l'environnement mondial et de promouvoir par là-même un développement économique écologiquement rationnel et durable ». <sup>11</sup>
2. Dans le droit fil de la mission du FEM et des dispositions pertinentes de l'Instrument, la présente Politique expose l'approche suivie par le FEM pour anticiper, puis éviter, prévenir, minimiser, atténuer, gérer, neutraliser ou compenser tout effet néfaste que les projets et programmes financés par le FEM peuvent avoir sur les populations ou l'environnement pendant tout leur cycle, améliorant ainsi leurs résultats environnementaux et sociaux.
3. En plus de la présente Politique, l'approche appliquée par le FEM pour mettre en évidence et prendre en compte les Risques et Effets Environnementaux et Sociaux voulus est appuyée par la *Politique sur la participation des parties prenantes* <sup>12</sup>, la *Politique d'égalité des sexes du FEM* <sup>13</sup>, et les normes fiduciaires minimales pour les Agences partenaires du FEM <sup>14</sup>.

## Application

4. La présente Politique s'applique au Secrétariat et à toutes les Agences partenaires du FEM (ci-après, les « Agences »). Elle s'applique à tous les nouveaux projets et programmes financés par le FEM <sup>15</sup>, qui seront soumis le 1<sup>er</sup> juillet 2019, date de son entrée en vigueur, ou par la suite. Pour les projets et programmes en cours de mise en œuvre, la Politique s'appliquera à tous les examens à mi-parcours et les évaluations finales présentés un an après la date de son entrée en vigueur.

## Règles imposées par la Politique

5. La présente Politique énonce les règles applicables à l'identification et à la prise en compte des Risques et Effets Environnementaux et Sociaux ; et aux informations à fournir, au suivi et à l'établissement de rapports sur les mesures connexes pendant tout le cycle des projets et programmes, et au niveau du portefeuille.

---

<sup>11</sup> Instrument pour la restructuration du Fonds pour l'environnement mondial

([https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/GEF\\_Instrument-Interior-March23.2015-French.pdf](https://www.thegef.org/sites/default/files/documents/GEF_Instrument-Interior-March23.2015-French.pdf))

<sup>12</sup> SD/PL/01 ([https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/FR\\_GEF.C.53.05.Rev\\_.01\\_Stakeholder\\_Policy\\_0.pdf](https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/FR_GEF.C.53.05.Rev_.01_Stakeholder_Policy_0.pdf))

<sup>13</sup> SD/PL/02 ([https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/FR\\_GEF.C.53.04\\_Gender\\_Policy.pdf](https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/FR_GEF.C.53.04_Gender_Policy.pdf))

<sup>14</sup> GA/PL/02

([http://www.thegef.org/sites/default/files/documents/GA.PL\\_.02\\_Minimum\\_Fiduciary\\_Standards\\_0.pdf](http://www.thegef.org/sites/default/files/documents/GA.PL_.02_Minimum_Fiduciary_Standards_0.pdf))

<sup>15</sup> Comprend les activités financées à travers tout fonds fiduciaire géré par le FEM, sauf décision contraire du Conseil du Fonds pour les pays les moins avancés/Fonds spécial pour les changements climatiques en application de directives reçues des instances de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques.

*Normes minimales applicables aux politiques, procédures, systèmes et capacités des Agences*

6. Les Agences démontrent qu'elles disposent des politiques, procédures, systèmes et capacités nécessaires pour respecter les normes minimales 1-9 figurant à l'annexe I.A du présent document.
7. Le Secrétariat facilite la réalisation d'une évaluation de l'application effective des dispositions du paragraphe 6 par les Agences, qui sera soumise au Conseil pour examen et décision dans un délai de six mois à compter de l'entrée en vigueur de la présente Politique.
8. Lorsqu'une Agence n'applique pas une ou plusieurs des normes minimales, elle travaille en consultation avec le Secrétariat à l'adoption d'un plan d'action concret, assorti de délais, pour s'y conformer. Le Secrétariat, agissant pour le compte de l'Agence, soumet le plan d'action au Conseil pour examen et approbation. Le Conseil décide si l'Agence peut continuer à recevoir des financements du FEM pendant qu'elle applique son plan d'action assorti de délais.
9. Lorsqu'il a été constaté qu'une Agence se conformait à toutes les normes minimales, cette Agence et le Secrétariat rendent compte périodiquement de la conformité aux normes en appliquant les modalités exposées dans la politique de contrôle de la conformité des Agences<sup>16</sup>.
10. Le Secrétariat et les Agences modifient, le cas échéant, leur Mémoire d'accord pour y faire figurer les dispositions applicables de la présente Politique.

*Informations à fournir et rapports à établir pour les projets et programmes financés par le FEM*

11. Dans les Fiches d'Identité de Projet et les Descriptifs de Programmes-Cadres soumis pour inscription au Programme de Travail ou pour approbation du DG, les Agences fournissent des informations indicatives sur les Risques et Effets Environnementaux et Sociaux susceptibles d'être associés au projet ou programme proposé, et précisent les mesures prévues pour y faire face.
12. Lors de l'Agrément/Approbation du DG, les Agences fournissent des informations supplémentaires sur les Risques et Effets Environnementaux et Sociaux applicables au projet proposé, et précisent les mesures connexes pour y faire face, notamment la réalisation de toute évaluation environnementale et sociale, et l'adoption de tout Plan de Gestion Environnementale et Sociale ou dispositif équivalent.
13. Dans son examen des Fiches d'Identité de projet, des Descriptifs de Programmes-Cadres et des demandes d'Agrément/Approbation du DG, le Secrétariat évalue dans quelle mesure les informations à fournir sur les Risques et Effets Environnementaux et Sociaux, et sur les mesures

---

<sup>16</sup> SD/PL/04,  
([http://www.thegef.org/sites/default/files/documents/Monitoring\\_Agency\\_Compliance\\_Policy\\_SDPL04.pdf](http://www.thegef.org/sites/default/files/documents/Monitoring_Agency_Compliance_Policy_SDPL04.pdf))

de gestion connexes sont suffisantes, conformément aux dispositions des paragraphes 11 et 12 ci-dessus<sup>17</sup>.

14. Les Agences fournissent des informations sur la mise en œuvre des mesures de gestion environnementale et sociale à mi-parcours du projet, s'il y a lieu, puis en fin d'exécution.

15. Les Agences rendent compte annuellement au Secrétariat des cas soumis à leurs mécanismes respectifs d'éthique de responsabilité, et de gestion des plaintes et des conflits, dans le cadre de projets et programmes financés par le FEM, et de la façon dont ces cas ont été pris en compte, conformément aux exigences de la Norme minimale n° 2 présentée à l'annexe I.A du présent document.

16. Le Secrétariat prépare, tient à jour, et rend publics et facilement accessibles des directives et des modèles à compléter pour faciliter l'application effective de la présente Politique.

#### *Suivi du portefeuille et établissement de rapports*

17. Le Secrétariat rend compte annuellement au Conseil de la mise en œuvre de la présente Politique, notamment en indiquant le type et le niveau des Risques et Effets Environnementaux et Sociaux mis en évidence dans les projets et programmes financés par le FEM, le mode de gestion desdits risques et effets pendant la mise en œuvre et en fin d'exécution du projet, et les cas que les mécanismes d'éthique de responsabilité et de gestion des plaintes et des conflits des Agences ont traités après en avoir été saisis.

#### *Commissaire au règlement des conflits du FEM*

18. Outre les mécanismes d'éthique de responsabilité, et de gestion des plaintes et des conflits, qui sont requis en application de la Norme minimale n° 2, le Commissaire au règlement des conflits du FEM peut être saisi de plaintes liées aux projets et programmes financés par le FEM, et de tout autre aspect important pour les opérations du FEM. Le Commissaire facilite les actions des différentes parties, dont les Auteurs de Plaintes, les Agences, les pays bénéficiaires et les autres Parties Prenantes. Le Secrétariat veille à ce que les coordonnées du Commissaire au règlement des conflits, les procédures qui lui sont applicables et les plaintes reçues soient rendues publiques et soient placées sur le site internet du FEM.

---

<sup>17</sup> Les membres du Conseil peuvent également examiner la façon dont les Risques et Effets Environnementaux et Sociaux ont été pris en compte dans les Projets de Grande Envergure et les programmes financés par le FEM, et faire connaître leurs observations. Conformément à la politique sur le cycle des projets et programmes, les Fiches d'Identité de Projet pour les Projets de Grande Envergure, et les Descriptifs de Documents-Cadres présentés pour inscription au Programme de Travail sont portés à la connaissance du Conseil pour examen et avis pendant quatre semaines. Pour certains Projets de Grande Envergure, les demandes d'Agrément du DG et le texte définitif des descriptifs de projet sont également portés à la connaissance du Conseil pour examen et avis avant l'agrément du DG. (OP/PL/01

[[http://www.thegef.org/sites/default/files/documents/Project\\_Program\\_Cycle\\_Policy\\_OPPL01.pdf](http://www.thegef.org/sites/default/files/documents/Project_Program_Cycle_Policy_OPPL01.pdf)])



## **Examen de la présente Politique**

19. Le Conseil statue sur l'examen et la révision de la présente Politique.

## **Entrée en vigueur**

20. La présente Politique entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2019 et le restera jusqu'à ce qu'elle soit modifiée ou remplacée par le Conseil.

## **Documents de référence**

### *Politiques du FEM*

- *Minimum Fiduciary Standards for GEF Partner Agencies (GA/PL/02)*
- *Monitoring Agencies' Compliance (SD/PL/04)*
- *Politique de suivi et d'évaluation*
- *Project and Program Cycle (OP/PL/01)*
- *Politique d'égalité des sexes (SD/PL/02)*
- *Politique sur la participation des parties prenantes (SD/PL/01)*

### *Directives*

- *Guidelines on the Project and Program Cycle Policy (GEF/C.52/Inf.06)*
- *Guidelines on Gender Equality in GEF Projects and Programs (SD/GN/02)*
- *Guidelines on Stakeholder Engagement (à venir)*

## Annexe I.A : Normes minimales applicables aux politiques, systèmes et capacités des Agences

1. La politique sur les normes environnementales et sociales établit neuf normes minimales applicables aux politiques, systèmes et capacités des Agences pour mettre en évidence et prendre en compte les Risques et Effets Environnementaux et Sociaux dans les projets et programmes du FEM.
2. Les Agences veillent à ce que les normes minimales soient respectées à tous les niveaux de la mise en œuvre des projets et programmes, y compris par leurs partenaires exécutant les activités.
3. En appliquant les politiques, procédures et systèmes prescrits par les normes minimales ci-après, les Agences veillent à se conformer à la *Politique sur la participation des parties prenantes*<sup>18</sup>, à la *Politique de parité des sexes*<sup>19</sup>, et aux normes fiduciaires minimales pour les Agences partenaires du FEM<sup>20</sup>.

### *Norme minimale n°1 : Évaluation, gestion et suivi environnemental et social*

4. Les Agences démontrent qu'elles disposent des politiques, procédures, systèmes et capacités nécessaires pour se conformer aux dispositions suivantes :
  - a. Les projets et programmes sont contrôlés aussi tôt que possible pour mettre en évidence les Risques Environnementaux et Sociaux qu'ils présentent et les effets qu'ils peuvent avoir, notamment tous les risques visés par les Normes minimales n°s 3 à 9 ci-après. Ce contrôle éclaire le processus global de gestion des Risques et Effets Environnementaux et Sociaux considérés, et le processus de Mobilisation des Parties Prenantes qui lui est associé.
  - b. Les projets et programmes sont classés en fonction du niveau et de la gravité des risques et effets possibles, les facteurs suivants étant pris en considération :
    - i. risques et effets potentiels directs, indirects, cumulés et transfrontaliers au plan environnemental et social, y compris ceux liés aux Installations Associées ;
    - ii. ressources physiques, biologiques, socioéconomiques (dont moyens de subsistance), sociales (dont organisation sociale, santé et sécurité des populations) et culturelles ; et

---

<sup>18</sup> SD/PL/01 ([https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/FR\\_GEF.C.53.05.Rev\\_.01\\_Stakeholder\\_Policy\\_0.pdf](https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/FR_GEF.C.53.05.Rev_.01_Stakeholder_Policy_0.pdf))

<sup>19</sup> SD/PL/02 ([https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/FR\\_GEF.C.53.04\\_Gender\\_Policy.pdf](https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/FR_GEF.C.53.04_Gender_Policy.pdf))

<sup>20</sup> GA/PL/02 ([http://www.thegef.org/sites/default/files/documents/GA.PL\\_.02\\_Minimum\\_Fiduciary\\_Standards\\_0.pdf](http://www.thegef.org/sites/default/files/documents/GA.PL_.02_Minimum_Fiduciary_Standards_0.pdf))

- iii. législations nationales et locales, et dispositions directement applicables des traités et accords internationaux ;
- c. Les projets et programmes sont évalués, conçus et mis en œuvre en appliquant la hiérarchie d'atténuation pour s'assurer que les Risques Environnementaux et Sociaux, et les Effets Environnementaux et Sociaux néfastes possibles sont anticipés puis, dans l'ordre : évités ou prévenus, là où c'est possible ; minimisés ; atténués et gérés ; et, en dernier recours, neutralisés ou compensés là où ils ne peuvent être évités ou prévenus, minimisés, atténués et gérés.
- d. En fonction de la nature et de l'échelle des Risques Environnementaux et Sociaux, et des effets possibles recensés, les évaluations voulues sont réalisées à partir de données de base sociales et environnementales récentes du niveau de détail voulu, sachant que la périodicité (p. ex. les variations saisonnières) ou d'autres facteurs de variabilité dans le temps peuvent obliger à utiliser des données de base plus robustes que dans des conditions relativement constantes.
- e. À la lumière de ce qui ressort des évaluations environnementales et sociales pertinentes, un plan de gestion – comme un Plan de Gestion Environnementale et Sociale ou un autre instrument adéquat – est préparé à l'échelle voulue en suivant la hiérarchie d'atténuation, puis mis en œuvre et contrôlé pendant tout le cycle du projet ou programme considéré, en appliquant une gestion évolutive pour s'assurer que les problèmes qui apparaissent pendant la mise en œuvre sont circonscrits suffisamment tôt pour être pris en compte convenablement, de façon à aboutir aux résultats environnementaux et sociaux recherchés.
- f. S'il y a lieu, des services d'experts indépendants sont utilisés pour l'évaluation des Risques et Effets Environnementaux et Sociaux, notamment lorsque des connaissances spécialisées peuvent être nécessaires, et des panels consultatifs indépendants sont constitués pour appuyer la préparation et la mise en œuvre des projets et programmes lorsque le niveau élevé et la gravité des risques et des effets potentiels le justifient.
- g. S'il y a lieu, des mécanismes de suivi faisant appel à des tierces parties (p. ex. experts indépendants, communautés locales) et/ou des audits indépendants sont utilisés pour surveiller la mise en œuvre des projets et/ou évaluer dans quelle mesure les objectifs d'atténuation des Risques et Effets Environnementaux et Sociaux sont en train d'être réalisés ou ont été atteints.
- h. Les mesures visées aux paragraphes 4.a-g. ci-dessus s'accompagnent de justificatifs, et les documents voulus sont communiqués par les Agences et les entités d'exécution des projets conformément aux politiques, procédures et systèmes de diffusion de l'information qu'appliquent les Agences de façon à ce

que les Parties Prenantes aient accès en temps utile à des informations pertinentes et facilement compréhensibles sur les projets et programmes financés par le FEM, leur permettant ainsi de participer à des Consultations Approfondies. Ce processus démarre aussi vite que possible dans le cycle de projet ou programme et se poursuit tout au long de la durée de vie dudit projet ou programme<sup>21</sup>.

#### Risques liés aux changements climatiques et aux catastrophes naturelles

- i. Les risques immédiats et à plus long terme que posent le changement climatique et les aléas naturels sont examinés systématiquement et à l'aide de méthodes bien établies, lors du processus de contrôle préalable, d'évaluation et de planification visé aux paragraphes 4.a-g. ci-dessus. Les risques jugés importants et les impacts potentiels sont alors pris en compte pendant toute la conception et la mise en œuvre des projets et programmes.

#### Groupes ou individus désavantagés ou vulnérables

- j. Les Groupes ou Individus Désavantagés ou Vulnérables qui sont touchés par un projet ou programme, ou pourraient l'être, sont identifiés dès que possible, et les risques connexes et les effets potentiels sont évalués pour s'assurer que :
  - i. Des mesures d'atténuation différenciées sont prévues pour que les risques et effets possibles n'affectent pas les Groupes ou Individus Désavantagés ou Vulnérables de façon disproportionnée.
  - ii. Les Groupes ou Individus Désavantagés ou Vulnérables ne sont pas victimes de discrimination ou de préjugés lorsqu'il s'agit d'accéder à des prestations ou des ressources.
- k. La situation et les besoins particuliers des Groupes ou Individus Désavantagés ou vulnérables sont pris en compte dans tout Plan de Gestion Environnementale et Sociale, ou instrument équivalent.

#### Inclusion des personnes handicapées

- l. Les risques différenciés et les effets potentiels des projets et programmes sur les personnes handicapées sont systématiquement pris en compte lors du processus de contrôle préalable, d'évaluation et de planification visé aux paragraphes 4.a-g. ci-dessus, selon des modalités qui garantissent la non-discrimination et

---

<sup>21</sup> Voir aussi la *Politique sur la participation des parties prenantes* (SD/PL/01 [[https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/FR\\_GEF.C.53.05.Rev\\_.01\\_Stakeholder\\_Policy\\_0.pdf](https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/FR_GEF.C.53.05.Rev_.01_Stakeholder_Policy_0.pdf)]).

l'égalité et qui visent à offrir aux handicapés des possibilités de participer aux projets et programmes et d'en tirer parti au même titre que les autres.

Mise en évidence, évaluation et prévention des effets néfastes sur l'égalité des sexes, dont la violence sexiste, et l'exploitation et les atteintes sexuelles<sup>22</sup>

- m. Les risques ou effets néfastes potentiels sur les femmes, les hommes, les filles et les garçons sont mis en évidence dès que possible dans le cadre du contrôle préalable des projets, pris en compte par les instruments de sauvegarde voulus et, s'il y a lieu, répertoriés par sexe. Il s'agit notamment des effets néfastes sur l'égalité des sexes, de la violence sexiste, et de l'exploitation et des atteintes sexuelles.
- n. Des dispositions sont prises pour prévenir la discrimination envers les femmes ou les filles, ou la discrimination fondée sur le genre.
- o. Pour faire face aux cas de violence sexiste et/ou d'exploitation et d'atteintes sexuelles, il existe :
  - i. Des protocoles d'intervention et de notification qui prévoient des procédures spécifiques pour les cas de violence sexiste – dont leur notification confidentielle par des moyens sûrs et éthiques – indiquent aussi où et quand il peut être rendu compte des incidents et précisent la suite qui leur sera donnée.
  - ii. Des modalités applicables aux services et aux mesures d'aide aux victimes.

*Norme minimale n° 2 : Éthique de responsabilité, gestion des plaintes et règlement des conflits*

5. Les Agences démontrent qu'elles ont mis en place un mécanisme d'éthique de responsabilité qui :
- a. relève les cas possibles de non-respect des politiques et procédures que les Agences doivent appliquer pour mettre en évidence, gérer et suivre les Risques et Effets Environnementaux et Sociaux ;
  - b. est indépendant, transparent et efficace ;
  - c. est accessible et largement communiqué aux populations touchées par les projets ou programmes ;

---

<sup>22</sup> Voir aussi la Politique d'égalité des sexes (SD/PL/02 [[https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/FR\\_GEF.C.53.04\\_Gender\\_Policy.pdf](https://www.thegef.org/sites/default/files/council-meeting-documents/FR_GEF.C.53.04_Gender_Policy.pdf)]).

- d. tient les Auteurs de Plaintes informés de l'évolution des cas dont il est saisi ;
- e. conserve des traces écrites de l'ensemble des questions et des cas qui lui sont soumis pour examen, en veillant à préserver la confidentialité de l'identité des Auteurs de Plaintes et des informations fournies ; et
- f. prend les mesures voulues pour minimiser les risques de représailles à l'encontre des Auteurs de Plaintes.

6. Les Agences démontrent qu'elles ont un dispositif de gestion des plaintes et des conflits qui est établi au niveau voulu et qui :

- a. permet de recevoir et prendre en compte les plaintes relatives à la mise en œuvre des projets et programmes, en temps utile et sous une forme culturellement acceptable ;
- b. comporte les coordonnées des personnes à contacter sur le site web de l'Agence et abrite, si possible, un site propre au projet ou programme, conçu dans les langues locales, si cela est réalisable ;
- c. permet de travailler de façon proactive avec les Auteurs de Plaintes pour régler les plaintes ou les différends déclarés recevables ;
- d. est indépendant, transparent et efficace, agissant, si besoin est, comme une tierce partie neutre pour aider à régler les différends entre les Auteurs de Plaintes et les entités exécutant le projet ;
- e. conserve des traces écrites de l'ensemble des questions et des cas qui lui sont soumis pour examen, en veillant à préserver la confidentialité de l'identité des Auteurs de Plaintes et des informations fournies ;
- f. permet de prendre les mesures voulues pour minimiser les risques de représailles à l'encontre des Auteurs de Plaintes ;
- g. est facilement accessible et largement communiqué aux Parties Prenantes ; et
- h. est mis en place rapidement au niveau du projet ou programme et est proportionnel aux risques et effets potentiels dudit projet ou programme.

*Norme minimale n° 3 : Préservation de la biodiversité et gestion durable des ressources naturelles biologiques*

7. Les Agences ne proposent ni ne mettent en œuvre avec un financement du FEM des projets ou programmes qui :

- a. auraient des effets néfastes sur des Habitats Critiques telles les forêts qui les abritent, notamment les méfaits causés par les approvisionnements en produits naturels, sauf lorsqu'il s'agit d'effets néfastes à petite échelle qui résultent de mesures de conservation se traduisant par un Gain Net de valeurs de la Biodiversité associées à l'Habitat Critique ;
- b. enfreignent les traités ou accords internationaux sur l'environnement ; ou
- c. introduisent ou utilisent des espèces exotiques potentiellement envahissantes.

8. Les Agences démontrent qu'elles disposent des politiques, procédures, systèmes et capacités nécessaires pour se conformer aux dispositions suivantes :

- a. Lorsque des effets néfastes potentiels sur la Biodiversité ou les Habitats sont mis en évidence dans le cadre du processus de contrôle préalable et d'évaluation visé par la Norme minimale n° 1, ces impacts sont évalués de plus près en fonction des facteurs suivants :
  - i. importance de la Biodiversité ou des Habitats, dont leur vulnérabilité et leur irremplaçabilité, et, s'ils sont protégés, le statut de cette protection ;
  - ii. importance de la Biodiversité ou des Habitats pour les populations locales, aux fins de leurs moyens de subsistance, des services écosystémiques, des besoins de conservation, des priorités de développement et du patrimoine culturel ;
  - iii. menaces ayant une incidence et pouvant peser sur la Biodiversité, telles que la perte, la dégradation et le morcellement des Habitats, les espèces exotiques envahissantes, la surexploitation, les changements hydrologiques, la charge nutritive, la pollution et les prises accidentelles ainsi que les effets actuels ou escomptés du changement climatique et des autres aléas naturels ;
- b. Lorsqu'il n'est pas possible d'éviter les effets néfastes et qu'il n'existe pas d'alternative viable, ces effets sont minimisés, atténués, gérés ou, en dernier recours, en application de la hiérarchie d'atténuation, neutralisés en tenant compte du type d'Habitat qui serait affecté, à savoir :

- i. Lorsque des Habitats Modifiés sont affectés, les projets et programmes ne sont conduits qu'après la mise en place des mesures d'atténuation voulues ;
  - ii. Lorsque des Habitats Naturels sont affectés, les projets et programmes ne sont conduits qu'après la mise en place des mesures d'atténuation voulues pour n'enregistrer Aucune Perte Nette, voire, de préférence, pour réaliser à long terme un Gain Net de valeurs de la biodiversité associée; et qu'après la mise en place d'un plan d'action robuste et à long terme pour la Biodiversité, décrivant les résultats en matière de conservation et les dispositions prévues en termes de mise en œuvre, de suivi et d'évaluation ;
  - iii. Les mécanismes de compensation ou de neutralisation des effets néfastes sont rarement utilisés pour atténuer ces effets sur la Biodiversité et les écosystèmes, et ne le sont qu'en dernier recours et seulement dans des cas précis lorsque : toutes les mesures techniquement réalisables de prévention, minimisation ou restauration ont été envisagées ; cette solution est appuyée par des éléments scientifiques solides et rigoureux ; ces mécanismes sont élaborés en consultation avec des experts indépendants ; des moyens de gestion, d'appui et de financement à long terme ont été mobilisés ; et ces mécanismes sont conformes aux pratiques de référence <sup>23</sup>.
- c. Les approvisionnements en produits naturels qui peuvent contribuer à une transformation ou une dégradation importante des Habitats Naturels sont évités, chaque fois que possible, ou ne peuvent s'effectuer qu'auprès de fournisseurs qui peuvent démontrer qu'ils ne contribuent pas à une transformation ou une dégradation importante desdits habitats.
  - d. Les activités de production ou de transformation de ressources naturelles biologiques qui sont appuyées par tout projet ou programme sont conduites dans le respect de modes de gestion durable, et des normes sectorielles lorsque celles-ci existent.
  - e. Les activités appuyées par un projet ou programme se conforment aux cadres et mesures régissant l'accès aux ressources génétiques et le partage des avantages résultant de leur utilisation.

*Norme minimale n° 4 : Restrictions à l'Utilisation des Terres et Réinstallation Involontaire*

---

<sup>23</sup> Voir p. ex. : <https://www.iucn.org/theme/business-and-biodiversity/our-work/business-approaches-and-tools/biodiversity-offsets>



9. Les Agences démontrent qu'elles disposent des politiques, procédures, systèmes et capacités nécessaires pour veiller à ce que :

- a. tous les projets ou programmes de rechange viables soient évalués pour éviter, si possible, ou minimiser tout risque ou tout effet néfaste d'un Déplacement Économique ou Physique découlant de Restrictions à l'Utilisation des Terres ou d'une Réinstallation Involontaire ;
- b. en l'absence de solutions viables et faisables, les effets néfastes des Restrictions à l'Utilisation des Terres et de la Réinstallation Involontaire soient minimisés, gérés ou compensés en tenant compte des conclusions de Consultations Approfondies et en portant une attention particulière aux Groupes ou Individus Désavantagés ou Vulnérables afin de veiller à ce que les niveaux de vie et les moyens de subsistance des personnes touchées soient améliorés, ou au moins rétablis ;
- c. l'on s'emploie en toute bonne foi à conclure des accords négociés ;
- d. en cas de Réinstallation Involontaire, un plan d'action de réinstallation ou l'équivalent soit mis en place pour faciliter cette réinstallation, y compris :
  - i. une solide évaluation de référence des conditions socioéconomiques des populations touchées ainsi que de leurs droits fonciers et autres ;
  - ii. une définition des personnes admissibles à l'aide, y compris celles qui ont des droits légaux formels sur les terres ou biens visés ; qui n'ont pas de droits légaux formels sur les terres ou bien visés, mais ont des revendications sur ces terres ou ces biens qui sont ou pourraient être reconnues en vertu du droit national ; qui n'ont aucun droit légal ni de revendications légitimes sur les terres ou les biens qu'elles occupent ou qu'elles utilisent, mais qui occupaient ou utilisaient ces terres avant la date de démarrage du projet, à condition qu'elles n'y soient pas par opportunisme ;
  - iii. un budget approprié pour assurer une mise en œuvre effective ;
  - iv. des activités de réinstallation conçues comme des activités de développement durable et fournissant suffisamment de ressources d'investissement pour permettre aux personnes déplacées de tirer directement parti du projet, selon la nature de celui-ci ;

- e. s'agissant des Déplacements Économiques et Physiques, les personnes touchées mènent des Consultations Approfondies<sup>24</sup> et :
- i. soient informées de leurs droits et de l'existence de mécanismes d'éthique de responsabilité, de gestion des plaintes et de règlement des différends ;
  - ii. puissent compter sur d'autres solutions de réinstallation et d'assistance techniquement et économiquement réalisables ;
  - iii. aient l'occasion de participer à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des plans d'action de réinstallation ou de plans équivalents, en tenant compte de leur viabilité et de leur effet sur le développement ;
  - iv. aient leur mot à dire dans le calcul des indemnités et le partage des avantages procurés par le projet ou programme aux personnes déplacées, selon la nature de ce projet ou programme ;
- f. en cas de Déplacement Physique, les personnes déplacées qui sont en mesure de faire valoir un titre ou une revendication reconnus en vertu du droit national se voient offrir :
- i. la possibilité de choisir parmi différentes options de réinstallation possibles, y compris une indemnité dont la valeur tiendra compte si possible du potentiel productif de leur terre, de son emplacement, de la sécurité de jouissance, et de leurs droits de propriété ou d'utilisation ;
  - ii. un logement de remplacement adéquat ou une indemnité monétaire, un accès à des services et à des ressources ou à un organisme en mesure de maintenir l'organisation et la cohésion sociales ;
  - iii. une aide à la réinstallation adaptée à leurs besoins ;
  - iv. une aide pour améliorer, ou au moins rétablir en termes réels, leurs moyens de subsistance et leur niveau de vie d'avant leur déplacement ou celui d'avant le démarrage de la mise en œuvre du projet, l'option la plus avantageuse étant à retenir ;
- g. en cas de Déplacement Économique, les personnes déplacées qui sont en mesure de faire valoir un titre ou une revendication reconnus en vertu du droit national se voient offrir :

---

<sup>24</sup> Voir aussi la politique sur la participation des parties prenantes (SD/PL/01 [[http://www.thegef.org/sites/default/files/documents/Stakeholder\\_Engagement\\_Policy.pdf](http://www.thegef.org/sites/default/files/documents/Stakeholder_Engagement_Policy.pdf)]).

- i. des indemnités convenables, versées en temps utile ;
  - ii. une aide pour améliorer ou, au moins, rétablir en termes réels leur capacité à générer un revenu, leurs niveaux de production et leurs niveaux de vie ;
  - iii. une aide transitoire, le cas échéant ;
- h. les personnes qui n'ont pas légalement de droits sur les terres, ou de recours à faire valoir en vertu de la législation du pays concerné, reçoivent une aide à la réinstallation en cas de Déplacement Économique ou Physique, en lieu et place d'indemnisation pour les terres perdues, pour les aider à améliorer ou, au moins, à rétablir leurs moyens de subsistance dans un autre lieu ; les personnes qui sont physiquement réinstallées bénéficient de mesures visant à leur permettre d'obtenir un logement adéquat avec garantie de maintien sur les lieux, et une indemnité pour les biens autres que les terres (par exemple, habitations) ;
  - i. il soit interdit d'expulser de force des personnes sans leur fournir une forme appropriée de protection juridique ou autre ;
  - j. les indemnités, l'aide et les avantages consentis aux personnes touchées soient fournies en temps utile, avant le début des activités du projet ou du programme sur les terres acquises.

*Norme minimale n° 5 : Peuples Autochtones*

10. Les Agences démontrent qu'elles disposent des politiques, procédures, systèmes et capacités nécessaires pour veiller à obtenir des Peuples Autochtones concernés leur Consentement Préalable donné Librement et en Connaissance de Cause (CPLCC) lorsqu'un projet ou un programme risque d'entraîner :

- a. des effets néfastes sur les terres et les ressources naturelles, y compris la restriction ou la perte de l'accès aux ressources naturelles, sur des terres et des ressources détenues traditionnellement ou exploitées ou occupées selon le régime coutumier ;
- b. le déplacement de Peuples Autochtones de terres et de ressources naturelles détenues traditionnellement ou exploitées ou occupées selon le régime coutumier ;
- c. des effets néfastes substantiels sur le patrimoine culturel de Peuples Autochtones considéré comme important pour leur identité ou pour les aspects culturels, cérémoniels ou spirituels de leur existence.

11. Les Agences démontrent en outre qu'elles disposent des politiques, procédures, systèmes et capacités nécessaires pour veiller à ce que :

- a. lorsque les recensements et procédures d'évaluation décrits plus haut (Norme minimale n° 1) révèlent la présence de Peuples Autochtones, les risques et effets néfastes possibles sur l'économie, la société, la culture ou l'environnement soient évalués, en collaboration avec ces Peuples Autochtones, et évités si possible ;
- b. lorsque l'examen des solutions de rechange donne à conclure que des effets néfastes sont inévitables, ces effets soient minimisés, atténués, gérés ou compensés d'une manière adaptée à la culture locale et proportionnée à la nature et à l'ampleur de ces effets ainsi qu'à la forme et au degré de vulnérabilité des Peuples Autochtones touchés par le projet ;
- c. des plans d'atténuation et de compensation soient élaborés dans le cadre de Consultations Approfondies tenues avec les Peuples Autochtones concernés qui prennent en compte les différences entre les hommes et les femmes, incluent toutes les générations, font intervenir les organes représentatifs des Peuples Autochtones et leur donnent le temps requis pour prendre leurs décisions, et permettent aux Peuples Autochtones touchés de participer effectivement à la conception des mesures d'atténuation et au partage des avantages ;
- d. les Peuples Autochtones concernés soient activement mobilisés pour assurer leur adhésion et leur participation à l'élaboration, à la mise en œuvre et au suivi des Plans de Gestion Environnementale et Sociale ou des instruments, projets ou programmes équivalents ;
- e. des mécanismes de gestion des plaintes et de règlement des différends respectueux de la culture locale, facilement accessibles aux Peuples Autochtones touchés et tenant compte de la disponibilité de voies de recours judiciaires et de mécanismes coutumiers de règlement des conflits entre les Peuples Autochtones soient mis en place ;
- f. lorsque les activités du projet ou programme requièrent l'Acquisition de Terres et de territoires qui appartiennent traditionnellement aux Peuples Autochtones ou que ces derniers ont utilisés ou occupés coutumièrement, le projet ou programme reconnaisse juridiquement cette propriété et son utilisation coutumière ;
- g. on évite d'utiliser le patrimoine culturel ou le savoir des Peuples Autochtones sans obtenir leur autorisation préalable ;

- h. lorsque les activités du projet ou programme requièrent la mise en valeur commerciale de terres et de ressources naturelles essentielles à l'identité et la subsistance des Peuples Autochtones, ou l'utilisation commerciale du patrimoine culturel des Peuples Autochtones, les responsables du projet ou programme informent les personnes touchées des droits qui leur sont conférés sur ce patrimoine en vertu du droit national ainsi que de l'ampleur, de la nature et des effets de cette utilisation possible, ce qui permettra aux Peuples Autochtones de tirer une part équitable des avantages découlant de la mise en valeur ou de l'utilisation commerciale de ces ressources ;
- i. lorsqu'ils sont appelés à bénéficier des avantages d'un projet ou programme, les Peuples Autochtones y soient associés dans le cadre de réelles consultations, ou se voient offrir l'opportunité de négocier le partage de ces avantages, lesquels peuvent prendre diverses formes, y compris la participation à un projet, sans nécessairement être de nature financière ;
- j. lorsqu'un projet risque de restreindre l'accès des Peuples Autochtones aux parcs et aires protégées, il permette au minimum à ces populations de participer à la planification et à la gestion de ces parcs et aires protégées ainsi que des espèces clés qu'ils abritent ;
- k. lorsqu'un projet ou programme risque de toucher des Peuples Autochtones volontairement isolés, des mesures appropriées soient prises pour reconnaître, respecter et préserver leurs terres, leurs territoires, leur environnement, leur santé et leur culture, ainsi que pour éviter tout contact non souhaité avec eux par suite du projet ; les aspects du projet ou programme qui pourraient donner lieu à un tel contact ne seront pas poursuivis.

*Norme minimale n° 6 : Patrimoine culturel*

12. Les Agences démontrent qu'elles disposent des politiques, procédures, systèmes et capacités nécessaires pour veiller à ce que :

- a. tout élément du patrimoine culturel reconnu dans le cadre des procédures de sélection et d'évaluation décrites dans la section portant sur la Norme minimale n° 1 soit convenablement protégé tout au long du cycle du projet ou programme ;
- b. des spécialistes compétents, les populations locales et d'autres Parties Prenantes concernées soient consultés, et que des études soient menées sur le terrain afin d'évaluer la nature, la portée et l'importance du patrimoine culturel qui risque d'être touché par le projet, d'évaluer dans quelle mesure il est possible d'éviter qu'il ne soit détruit ou dégradé, et d'évaluer des plans conçus pour minimiser ou atténuer les risques et les effets néfastes du projet ;

- c. des spécialistes compétents, les populations locales et d'autres Parties Prenantes concernées soient aussi consultés sur l'opportunité de divulguer l'information recueillie sur le patrimoine culturel, étant donné que cette information pourrait être confidentielle, et que sa divulgation pourrait compromettre ou menacer la sécurité ou l'intégrité du patrimoine culturel ou encore porter atteinte aux sources d'informations ;
- d. à défaut de solutions de rechange viables et envisageables pour éviter les effets néfastes pour le patrimoine culturel, des mesures appropriées visant à minimiser ou à atténuer de tels effets soient élaborées par le biais de Consultations approfondies avec les Parties Prenantes et les autorités compétentes ;
- e. lorsqu'un projet ou programme a pour effet de limiter l'accès des Parties Prenantes au patrimoine culturel, des correctifs soient mis en place en consultation avec ces dernières, lorsque cela est possible, sous réserve de considérations impérieuses de sûreté et de sécurité ;
- f. lorsqu'un projet ou programme engendre une utilisation commerciale du patrimoine culturel, les parties touchées par ce projet ou programme soient informées des droits qui leur sont conférés en vertu du droit national ainsi que de l'ampleur, de la nature et des effets d'une telle utilisation ;
- g. les Découvertes Fortuites soient signalées aux autorités compétentes, protégées pour éviter toute perturbation, et gérées par le biais de Consultations approfondies avec les Parties Prenantes, fondées sur une approche prédéfinie.

*Norme minimale n° 7 : Utilisation rationnelle des ressources et prévention de la pollution*

13. Les Agences ne proposent pas et ne mettent pas en œuvre des projets ou programmes financés par le FEM qui conduiraient à la promotion du commerce ou de l'utilisation de toute substance visée par la Convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants ni de tout autre produit chimique ou substance dangereuse faisant l'objet d'interdictions, de restrictions ou d'une élimination progressive en raison de leur grande toxicité pour les organismes vivants, de leur persistance dans l'environnement, de leur risque de bioaccumulation ou de leur impact possible sur la destruction de la couche d'ozone, conformément aux traités et accords internationaux pertinents.

14. Les Agences démontrent qu'elles disposent des politiques, procédures, systèmes et capacités nécessaires pour veiller à ce que :

- a. les procédures de sélection et d'évaluation décrites dans la section portant sur la Norme minimale n° 1 prennent en compte les risques et impacts environnementaux et sociaux importants liés à la pollution et à l'utilisation des

ressources, à l'utilisation des pesticides et des matières dangereuses, à la production de déchets et d'effluents, et à l'émission de polluants atmosphériques à courte et longue durée de vie ;

- b. lorsque des risques et impacts pertinents sont recensés, d'autres évaluations soient mises en œuvre et des mesures soient mises en place pour :
  - i. éviter le rejet de polluants, si possible, ou limiter et surveiller l'intensité, la concentration ou le débit massique de ces rejets, et notamment des rejets habituels et des rejets inhabituels et accidentels ;
  - ii. utiliser des mesures de lutte contre la pollution et des niveaux de performance conformes aux lois applicables et aux bonnes pratiques internationales de la branche d'activité concernée ;
  - iii. éviter ou réduire les émissions de gaz à effet de serre et de noir de carbone liées à l'exécution du programme ;
  - iv. éviter la production de déchets dangereux et non dangereux, si possible, ou limiter la production de déchets et réutiliser, recycler et récupérer ces déchets dans le respect de l'environnement, grâce à des méthodes écologiques de traitement et d'évacuation des déchets ;
  - v. traiter les déchets dangereux conformément aux dispositions prévues par les lois nationales, aux traités et accords internationaux applicables, ou aux bonnes pratiques internationales du secteur d'activité concerné, la solution retenue étant la plus rigoureuse ;
  - vi. éviter l'utilisation et le rejet de matières dangereuses, si possible, ou limiter et surveiller cette utilisation et les rejets pendant toutes les étapes de la production, du transport, de la manipulation, du stockage et de l'utilisation ;
- c. lorsque des mesures de lutte contre les nuisibles doivent être appliquées dans le cadre d'un projet ou d'un programme, recourir si possible à la Gestion Intégrée des Nuisibles ou à la Gestion Intégrée des Vecteurs et des Hôtes Intermédiaires ;
- d. lors de l'acquisition ou de l'utilisation de pesticides :
  - i. les produits utilisés ne contiennent pas de principes actifs bannis ou faisant l'objet de restrictions en vertu des conventions et accords internationaux applicables, ou ne présentent pas un caractère cancérogène, mutagène ou reprotoxique tels que décrit par les organismes internationaux compétents ;

- ii. des restrictions adéquates soient en place et que les compétences, les équipements et le matériel requis soient disponibles pour assurer leur utilisation sécuritaire en tenant compte de leurs risques potentiels ;
- iii. l'utilisation de pesticides néfastes pour les espèces non ciblées ou pour l'environnement naturel, ou qui risquent de favoriser le développement de résistances chez les nuisibles et les vecteurs, soit évitée, si possible, ou limitée ;
- e. les projets et programmes encouragent une utilisation efficace de l'énergie, de l'eau et d'autres ressources et intrants, et lorsqu'ils exigent une consommation d'eau importante, que des mesures soient adoptées pour éviter ou réduire la consommation d'eau afin d'éviter les effets néfastes sur les communautés, les autres utilisateurs d'eau et l'environnement.

*Norme minimale n° 8 : Emploi et conditions de travail*

15. Les Agences démontrent qu'elles disposent des politiques, procédures, systèmes et capacités nécessaires pour veiller à ce que :

- a. lorsque les procédures de sélection et d'évaluation décrites dans la section portant sur la Norme minimale n° 1 recensent des risques ou des impacts néfastes potentiels pour les travailleurs, des évaluations supplémentaires soient réalisées et des plans préparés, exécutés et suivis pour les gérer conformément aux exigences de la présente norme minimale et aux principes de respect et de protection des droits fondamentaux des travailleurs, le tout en conformité avec la Déclaration de l'Organisation internationale du Travail (OIT)<sup>25</sup> relative aux principes et droits fondamentaux au travail, y compris :
  - i. la liberté d'association et la reconnaissance effective du droit de négociation collective ;
  - ii. l'élimination de la discrimination en matière d'emploi et de profession ;
  - iii. l'abolition effective du travail des enfants ;
  - iv. l'élimination de toute forme de travail forcé ou obligatoire.

---

<sup>25</sup> Notamment les conventions 29 et 105 de l'OIT et le protocole à la convention 29 (travail forcé), et les conventions 87 (liberté syndicale), 98 (droit d'organisation et de négociation collective), 100 et 111 (discrimination), 138 (âge minimum) et 182 (pires formes de travail des enfants).



- b. des procédures écrites de gestion des ressources humaines soient établies conformément aux dispositions des lois nationales applicables et aux exigences de la présente norme minimale ;
- c. une documentation et des informations claires et faciles à comprendre soient communiquées aux travailleurs sur leurs conditions d'emploi, notamment sur les droits qui leur sont conférés en vertu du droit national en matière de temps de travail, de salaire, d'heures supplémentaires, de rémunération et d'avantages sociaux, et ceux dictés par la présente norme minimale ;
- d. les travailleurs reçoivent régulièrement et en temps voulu le paiement de leur rémunération, bénéficient de périodes suffisantes de repos, de congé, de congé maladie, de maternité, de paternité et de congé pour raison familiale et reçoivent par écrit un préavis de licenciement et des informations sur leurs indemnités de départ, conformément aux dispositions des lois nationales et des procédures de gestion de la main-d'œuvre visées au paragraphe 15.b. ci-dessus ;
- e. les décisions concernant un aspect quelconque de la relation de travail, notamment le recrutement, l'embauche et le traitement des travailleurs, soient prises sur la base des principes de la non-discrimination, de l'égalité des chances et du traitement équitable, et non sur la base de caractéristiques personnelles sans rapport avec les besoins inhérents au poste concerné ;
- f. des mesures appropriées soient en place pour éviter le harcèlement, l'intimidation et l'exploitation, et pour protéger les travailleurs vulnérables, y compris, sans s'y limiter, les femmes, les enfants en âge de travailler, les migrants et les personnes handicapées ;
- g. les travailleurs qui participent ou cherchent à participer aux organisations professionnelles et aux négociations collectives puissent le faire sans interférence, ne soient victimes ni de discrimination ni de représailles, et reçoivent en temps opportun les informations nécessaires à des négociations constructives ;
- h. le travail forcé et le travail des enfants d'âge inférieur au seuil minimal prescrit soit interdit en toutes circonstances lors de l'exécution d'un projet ou programme ;
- i. des mesures de protection de la santé et de la sécurité au travail (SST) soient appliquées pour créer et maintenir un cadre de travail sûr et sain, et que ces mesures soient conçues et mises en œuvre pour traiter des questions suivantes :
  - i. identification de dangers potentiels pour les travailleurs, particulièrement ceux qui pourraient être mortels ;

- ii. mise en place de mesures de prévention et de protection comprenant la modification, la substitution ou l'élimination de conditions ou de substances dangereuses ;
- iii. formation des travailleurs du projet et conservation des registres correspondants ;
- iv. consignation par écrit des accidents, des maladies et des incidents professionnels et établissement de rapports à leur sujet ;
- v. dispositifs de prévention des urgences, de préparation à ces dernières et d'intervention au besoin ;
- vi. solutions pour remédier à des effets négatifs tels que les accidents, les décès, les handicaps et les maladies d'origine professionnelle ;
- j. les travailleurs soient informés des mécanismes de règlement des plaintes et des différends disponibles sur les lieux de travail et conformes aux dispositions de la Norme minimale n° 2 ;
- k. les travailleurs puissent se prévaloir de ces mécanismes sans risque de représailles, et que les systèmes de gestion des plaintes et de règlement des différends n'empêchent pas l'accès à d'autres moyens de recours judiciaires ou administratifs qui pourraient être prévus par la loi ou par des procédures d'arbitrage existantes ni se substituer aux mécanismes de gestion des plaintes établis par la voie de conventions collectives.

*Norme minimale n° 9 : Santé, sûreté et sécurité des populations*

16. Les Agences ne proposent ni ne mettent en œuvre des projets ou programmes financés par le FEM qui porteraient sur la construction ou la réhabilitation de Grands Barrages ou de complexes hydroélectriques ;
17. Les Agences démontrent qu'elles disposent des politiques, procédures, systèmes et capacités nécessaires pour veiller à ce que :
- a. lorsque les procédures de sélection et d'évaluation décrites dans la section portant sur la Norme minimale n° 1 recensent des risques ou des impacts néfastes potentiels pour la santé, la sûreté ou la sécurité des populations touchées par le projet ou programme, de nouvelles études soient réalisées pour évaluer :

- i. l'exposition potentielle des populations aux accidents et aux risques naturels, en particulier lorsque des éléments structurels du projet ou du programme sont accessibles à des membres de ces populations, ou lorsqu'une défaillance de ces structures pourraient conduire à des blessures ;
  - ii. les besoins spéciaux et l'exposition des Groupes ou Individus Désavantagés ou Vulnérables, et notamment des femmes et des enfants ;
  - iii. les risques particuliers qui pourraient se présenter dans un contexte de conflit ou de sortie de conflit ;
  - iv. les impacts du projet sur la prestation et la régulation des services écosystémiques qui ont une incidence directe sur la santé et la sécurité des populations ;
  - v. les impacts actuels ou prévisibles du changement climatique et d'autres risques naturels ;
- b. des mesures appropriées soient mises au point, exécutées et suivies pour prévenir ou éviter tout effet négatif sur la santé, la sûreté et la sécurité des populations, si possible, ou pour minimiser ou atténuer de tels effets lorsqu'ils sont impossibles à prévenir ou à éviter ;
- c. lorsque des éléments ou des composants structurels — par exemple, barrage, digue de résidus ou de cendres — sont situés dans des régions à haut risque, et que leur défaillance ou leur dysfonctionnement risquent de compromettre la sécurité des populations, les responsables des projets ou programmes recrutent un ou plusieurs spécialistes de l'extérieur justifiant d'une expérience pertinente et reconnue dans le cadre de projets semblables, et différents des experts chargés de la conception et de la construction des installations du projet, pour examiner la situation, le plus tôt possible pendant la formulation du projet et tout au long de la conception, de la construction, de l'exploitation et du déclassement dudit projet ;
- d. des plans de préparation aux situations d'urgence soient mis en place, exécutés et suivis en collaboration avec les Parties Prenantes et les autorités compétentes, le cas échéant ;
- e. les projets et programmes évitent si possible ou limitent les risques d'exposition des populations aux maladies, en tenant compte des différents niveaux possibles d'exposition ainsi que des besoins et de l'exposition des Groupes ou Individus Désavantagés ou Vulnérables ;

- f. les dispositifs de sécurité mis en place pour protéger le personnel ou les biens du projet soient proportionnés et conformes aux dispositions applicables du droit national et aux bonnes pratiques internationales de la branche d'activité concernée.

DRAFT FOR CONSULTATION